La Parisienne Libérée, *Le nucléaire, c'est fini*, Paris, La Fabrique, 2019, 223 pages, 13 €.

Le nucléaire, c'est fini *de la Parisienne Libérée est un livre critique et militant qui nous invite à ne plus « faire avec » le nucléaire, c'est-à-dire à détourner les yeux de cette technologie, sa politique et ses dangers. Il s'agit à la fois de reconnaître l'ubiquité du nucléaire qui est « à la fois l'armée et l'électricité qui chauffe l'eau de nos douches », et d'interroger les conditions de sa normalisation. Si, en un sens, nous n'avons jamais vraiment eu à nous poser la question du nucléaire, c'est parce que les gouvernements successifs depuis l'après-Guerre l'ont accepté pour nous, l'ont développé, et ont tout fait pour déminer toutes critiques trop corrosives.*

Le livre se donne donc pour objectif de démontrer que le nucléaire en France, mais aussi à l'international, est un échec industriel, sanitaire et politique, mais que les dés sont depuis le début pipés en sa faveur, ce qui explique sa longévité. Toutefois, nous dit aussi l'ouvrage, les luttes paient, et il faut commencer par en garder mémoire. On pourra également lire sur notre site un extrait du livre.

***

On connaît la Parisienne Libérée pour ses chroniques vidéos pour *Arrêt sur Images*, puis *Médiapart* et *Basta !*, et notamment sa « météo nucléaire » qui relaie les accidents et parodie la communication de crise d'EDF. Le livre est ici l'occasion d'expérimenter à l'écrit cet humour, cette ironie, ce style acerbe face à un monstre politique et industriel froid – ou, au contraire, très chaud, selon votre imaginaire technologique. Dans la foulée de nombreux essais (*La France nucléaire* de Sezin Topçu, *Uranium Africain, une histoire globale* de Gabrielle Hecht, ou du livre collectif *Fukushima et ses invisibles*), mais aussi du théâtre de Nicolas Lambert (*Avenir radieux. Une fission française*, *Le maniement des larmes*), ce livre est une nouvelle contribution bienvenue pour instruire le procès contre le nucléaire et armer nos imaginaires par son inventivité littéraire. L'ouvrage est en effet kaléidoscopique : à la fois enquête, analyse, synthèse, extraits de chansons et de poésies, récits d'accidents, témoignages personnels, vraies-fausses sources, entretiens, échanges épistolaires… Le choix qui préside à ce collage consiste à refuser d'interpeler l'industrie et l'État nucléaire sur leur terrain et dans leur propre rationalité (le « probabilisme »), mais d'imaginer d'autres récits du problème. Le livre fait donc la part belle à la subjectivité (celle de l'autrice, celle des lecteur·rice·s), un geste intellectuel féministe même si la Parisienne Libérée ne le nomme pas ainsi, au sens où l'argumentaire est d'emblée situé, où l'analyse de la situation n'est pas détachée des expériences (chocs, luttes, échanges, rencontres) qui permettent d'analyser les choses ainsi, et où le rôle donné aux récits et métaphores que l'on engage sur le monde est pris très au sérieux.

La première partie de l'ouvrage retrace les « faillites en chaîne » de l'industrie nucléaire, par quoi la Parisienne Libérée rassemble des récits d'accidents, de faillites commerciales et d'échecs industriels de Westinghouse et d'Areva ; et déconstruit quelques mythes trompeurs sur le nucléaire comme source indépassable d'énergie pour l'Europe et comme technologie de transition climatique. En effet, l'autrice montre que, par son choix en faveur du nucléaire, la France est isolée en Europe en termes de politique énergétique et que l'industrie n'a pas grand espoir de croissance sur le vieux continent. De même, bien que l'État la soutienne, l'industrie ne peut pas se projeter en France dans le long terme : le marché français est saturé et économiquement vulnérable (les travaux sur les anciens comme sur les nouveaux projets rencontrent des difficultés de financement, dans un secteur en situation d'endettement important). L'industrie nucléaire française mise donc sur l'international pour vendre ses innovations, une entreprise de conquête soutenue par l'argent public des contribuables français·es afin de garantir leur projet contre les imprévus financiers qui se multiplient – cela a notamment été le cas pour le projet d'EPR à Hinkley Point, en Angleterre. Le mythe faisant du nucléaire une « énergie décarbonée » adaptée pour la transition énergétique est au cœur d'un conflit de scénarios sur les futurs énergétiques du pays, opposant d'une part Négawatt promouvant la sortie du nucléaire et des énergies fossiles, et d'autre part EDF faisant du nucléaire la solution centrale pour parvenir à la transition énergétique. Sans surprise, la position de l'État français est pro-nucléaire, ce qui contribue à un sous-investissement important dans les énergies renouvelables par rapport à ses voisins européens. La Parisienne Libérée rappelle justement que toute modélisation du futur est l'objet d'un rapport de force. Les scénarios minoritaires comme celui de Négawatt ne manquent de crédit que parce que parce l'État les présente comme invraisemblables et parce qu'ils ne sont pas solidement défendus par d'autres forces sociales. D'autant que, nous dit la clôture de cette première partie, « le climat est anti-nucléaire », c'est-à-dire que les nouvelles vulnérabilités et risques de catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique rendent encore plus saugrenus et dangereux les scénarios de la « transition nucléaire ». Cette nouvelle donne climatique nous est rendue sensible par un récit haletant et terrifiant de la tempête Florence qui frappa les États-Unis en 2018 et menaça la centrale de Brunswick. Cet épisode est

l'occasion pour la Parisienne Libérée d'expliciter l'un des points forts du livre : de tels événements sont gouvernés par le « silence nucléaire », une stratégie d'autoperpétuation qui consiste pour l'industrie, l'État et les agences de sûreté à maintenir secrètes coûte que coûte les informations ayant traits à la sécurité de tou·te·s et qui réclameraient d'être rendues publiques. Le silence nucléaire se décline, pour les autorités en question, dans le fait de ne rien en dire, d'utiliser un langage fleuri ou une euphémisation des accidents, d'admettre qu'un problème a bien court mais qu'il ne concerne pas la centrale en question, de communiquer au grand public sur des canaux confidentiels très peu consultés, de garder secrètes des données et des scénarios sur les risques en justifiant ce choix par la volonté de ne pas inspirer de potentiel·le·s terroristes.

La deuxième partie de l'ouvrage, titrée « le nucléarisme est un probabilisme », déplie la vision du monde des gérant·e·s de centrales nucléaires et de leurs expert·e·s. Celle-ci est construite autour du risque et des probabilités, un cadrage que la Parisienne Libérée conteste vivement, démontrant que la politique du nucléaire n'est pas celle d'un risque à gérer, mais d'une domination de laquelle il faut s'émanciper. C'est toutefois en termes de risque (mesurable, quantifiable) que raisonne la gestion du nucléaire : ses professions (gestion de risque, gestion et communication de crise) et ses outils (matrices de risques, tableaux probabilistes, acceptabilité du risque, concept de faible dose, etc.). L'introduction de cette rationalité dans l'industrie nucléaire s'est faite à partir de la fin des années 1960 afin d'installer de nouvelles centrales dans des territoires densément peuplés : il s'agissait d'abaisser le niveau de précaution et de donner plus de marges de manœuvre à l'industrie dans ses plans d'expansion territoriale. L'ouvrage montre bien comment, dans le temps, cette pensée a à la fois permis aux exploitant·e·s de centrales de « fixer eux-mêmes les seuils » acceptables (p. 67), mais qu'elle a en même temps été constamment mise à l'épreuve par les événements. En effet, s'ils prenaient en compte les accidents, les mutations industrielles (privatisation, financiarisation des activités), les transformations du travail dans le secteur nucléaire (recours massifs à la sous-traitance, faible considération pour les savoirs des anciennes générations de salarié·e·s parti·e·s en retraite, etc.) et le vieillissement des centrales, les scénarios rassurants de l'expertise nucléaire ne résisteraient pas longtemps. Toutefois, et c'est l'une des thèses fortes du livre, la Parisienne Libérée invite le·a lecteur·rice à résister à cette vision du monde probabiliste, car il·elle risquerait alors de passer à côté des visions du monde, des qualifications de la réalité et des projets d'organisation matérielle du monde social qui séparent l'État et l'industrie nucléaires des mobilisations qui s'y opposent. Le probabilisme, séduisant par la force de conviction de la quantification, risque de noyer ces divergences profondes, et avec elles, la diversité des répertoires de la lutte anti-nucléaire. De plus, l'autrice ajoute que l'approche probabiliste contribue à exonérer l'industrie nucléaire, mais aussi les États, d'une grande part de leurs responsabilités face aux catastrophes possibles. La transcription d'un riche entretien avec l'historienne et sociologue Sezin Topçu permet de retracer la fabrique de l'irresponsabilité financière de l'industrie nucléaire et des États depuis les années 1950. La responsabilité des exploitant·e·s de centrales est en effet limitée par un plafond financier (en France, la responsabilité d'EDF et d'Areva ne peut ainsi dépasser 0, 02% des coûts d'un accident majeur), tandis que l'État s'engage à contribuer à la gestion d'un tel accident avec des montants beaucoup plus élevés. Toutefois, là encore, le calcul des périmètres de la compensation financière comporte de nombreux points aveugles : les dommages environnementaux sont tout simplement ignorés, tandis que les scénarios mettent volontairement de côté certains possibles pourtant très probables (comme la possibilité qu'une zone urbaine soit touchée) qui aggraveraient dramatiquement le nombre de victimes potentielles et le coût correspondant des évacuations. C'est par la chanson « Tango radioactif » que la Parisienne Libérée nous sort la tête des chiffres macabres pour

nous conduire vers d'autres types d'histoires permettant de critiquer le nucléaire et ses dangers.

La troisième partie nous invite donc à explorer d'autres « récits radioactifs », ceux qui ne s'épuisent pas dans la pensée probabiliste. Ces récits sont personnels, la Parisienne Libérée s'exprimant à la première personne et revenant sur différents moments où elle a rencontré l'industrie nucléaire. Cette aventure commence en classe de 5ème avec « l'histoire de Zoé », une camarade de classe de la Parisienne Libérée dont le père travail au Commissariat à l'Energie Atomique et qui n'a pas le droit de révéler son métier à ses ami·e·s. Cette vignette est une illustration, à l'échelle des expériences de jeunes adolescentes, du poids du silence nucléaire et des effets de ses « secrets en chaîne ». Cette section du livre revient également sur la dimension nucléaire discrète d'une « affaire » judiciaire et médiatique. Ainsi, se remémorant ses premières vidéos consacrées à l'affaire Tarnac, la Parisienne Libérée remet en perspective le feuilleton français avec des événements concomitants en Allemagne. Le sabotage des lignes SNCF qui entraîna les poursuites anti-terroristes était en réalité une action anti-nucléaire, sûrement en rapport avec une série d'actions de masse est menée de l'autre côté du Rhin sur près de trois jours pour résister et bloquer la circulation des trains Castor (dédiés au transport des déchets nucléaires). Quand, finalement, le sabotage est revendiqué en France par des militant·e·s anti-nucléaires en mémoire de leur camarade Sébastien, mort dans une action de blocage de train quelques années plus tôt, cette revendication trouve un relai mineur – alors que le geste est une première en France ! S'en suit la catastrophe de Fukushima, pour laquelle la Parisienne Libérée nous ramène devant nos petits écrans grâce à une transcription commentée, glaçante et irrésistiblement drôle de l'interview d'Anne Lauvergeon par David Pujadas au journal de 20 heures, lors d'une édition spéciale. On revit alors la façon dont une catastrophe est absorbée par la société du spectacle : comment, sur un plateau télévisé, elle devient l'objet rhétorique d'une communication de crise consistant à dire que tout va toujours bien et que tout est déjà connu. Cette partie se clôt sur un récit riche des luttes peu connues contre la centrale de Lemoiz, au Pays Basque espagnol, entre les années 1975 et 1982, qui devait être la première installation d'un grand plan franquiste de nucléarisation de l'Espagne visant la construction de 20 centrales et de 40 réacteurs. Cette lutte, ayant pourtant mené à l'abandon du projet, a peu intéressée les historien·ne·s et a fait l'objet de seulement quelques mémoires militants dont la Parisienne Libérée propose une synthèse. La mobilisation fut particulièrement longue et massive : à partir de 1975 et du lancement des travaux, la lutte rassemble des associations déjà constituées (écologistes, associations basques, centres sociaux, etc.), des comités locaux et des assemblées de quartier se constituant un peu partout, composant ensemble un « Front anticontamination » et menant des actions variées (recours juridiques, occupations, grèves générales et actions de masses, comme la manifestation réunissant 150 000 personnes à Bilbao le 14 juillet 1977). Se mêle à ces mobilisations la violence politique. Celle d'ETA, qui multiplie les attaques à la bombe à partir de 1977, les commandos, les prises d'otage et assassinats d'ingénieurs chefs de chantier, mais aussi celle de la police espagnole, qui assassine un membre d'ETA et une militante antinucléaire. La force des mobilisations, l'escalade des violences et le contexte politique lourd dans cette période de transition post-franquiste sont tels que le projet est finalement abandonné en 1982, laissant le Pays Basque libre de centrale nucléaire en activité.

Le titre de la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, « Soyons inconfinables », invite à une réflexion d'une très grande actualité. Il est d'abord question du confinement des déchets nucléaires, abordée à travers le cas de Cigéo, le projet politique et industriel d'enfouissement des déchets nucléaire dans le village de Bure, dans la Meuse. La

Parisienne Libérée nous invite à y voir l’énième technique de relance de l’économie nucléaire, consistant pour l’État et l’industrie à assurer la mise en place d’un mode de gestion des rebuts d’un « produit que plus personne ne veut acheter ». Cigéo alimente également la vielle promesse du confinement des matières radioactives, qui est contredit par la réalité de la dispersion massive des matières radioactives. En effet, dans les lieux dévastés par les accidents (Three Miles Island, à Tchernobyl, à Fukushima), dans les sites de stockages de déchets ou d’ogives nucléaires, mais aussi dans différents pays africains où les États nucléaires ont dispersé leurs déchets sans scrupules, les matières radioactives laissent des traces persistantes, des résidus indélébiles. Le principe des matières atomiques est de fuir de leurs contenants : « Elles se « libèrent », car en réalité elles n’ont jamais vraiment été piégées, simplement retenues, de façon imparfaite et temporaire, par quelques épaisseurs de sable et de métal (p. 201). L’impossibilité matérielle et physique du confinement des matières nucléaires a pour corolaire le confinement des populations : « un régime d’isolement à tendance totalitaire et à caractère militaire » (p. 211). Le confinement s’annonce à la fois comme l’ultime recours sanitaire en cas d’accident grave, mais comporte aussi une dimension répressive, qui a été absolument manifeste autour de la criminalisation de la lutte à Bure, où un nouvel arsenal d’outils juridiques (dont l’accusation « d’association de malfaiteurs » contre les militant·e·s anti-nucléaires) a interdit à 10 d’entre eux·elles d’entrer en contact. Le confinement vise alors à dissoudre les liens, « enclore le groupe », réprimer les luttes. Soyons-inconfinables, décontaminons nos pensées et notre vocabulaire, rions et célébrons la fin du monde nucléaire qu’il s’agit maintenant de faire advenir.